Déclaration de Mgr Breton au sujet de la crise laitière

Mgr Philippe Breton
par Mgr Philippe Breton

Depuis plusieurs mois, l'opinion publique voit se multiplier et monter en puissance des mouvements d'exaspération, de révolte, non seulement en France mais dans un certain nombre de pays d'Europe, de la part d'agriculteurs qui protestent légitimement contre le prix du lait auquel on les soumet et qu'ils jugent beaucoup trop bas.

Le retournement des prix dans un contexte de concurrence accrue en Europe, doublé d'un maintien, voire d'une augmentation des charges, étrangle de nombreux producteurs laitiers. Les choix opérés par la commission européenne de dérégulation d'une filière qui avait trouvé un certain équilibre ne peuvent qu'attiser la colère des producteurs. La grande précarité qui résulte en partie de ces options politiques ne peut, en conscience, nous laisser indifférents. C'est aussi une profonde détresse qui s'exprime à travers tous ces épandages de millions de litres de lait auxquels on assiste un peu partout. Sans même recourir aux repères évangéliques, il s'agit d'abord, d'un point de vue purement social, d'une question de justice et de respect pour tout professionnel dont le travail normalement rémunéré constitue une des composantes de sa dignité. Comment aussi, dans ces conditions, assurer la responsabilité d'une vie de famille, œuvrer pour une gestion équilibrée de son exploitation ?

Il importe donc que, dans les meilleurs délais, et au plus haut niveau, celui de l'Europe, on travaille à une nouvelle régulation d'un secteur laitier qui ne peut être soumis aux vents d'une libéralisation désastreuse. 19 membres de l'Union européenne sont aujourd'hui favorables à ce projet. Ce ralliement est-il un premier pas laissant espérer une sortie de crise ? Il faut le souhaiter de tout cœur.

Au nom de l'Église des Landes, je tiens à dire à tous les agriculteurs concernés ma totale solidarité avec leurs revendications pour des conditions de vente plus équitables et le retour à des revenus décents. Il faudra également considérer une meilleure répartition des recettes apparemment confisquées par certains acteurs de la filière chez qui le profit semble être la priorité essentielle au risque d'accabler ceux qui les approvisionnent.

Mgr Philippe Breton,
évêque d'Aire et Dax, le 28 septembre 2009

Déclaration du MRJC: "Crise du lait : assez de discours, des actes !"

Le 18 septembre dernier, le MRJC, Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, apportait son soutien aux éleveurs laitiers, dans un communiqué. Après la rencontre des ministres de l'agriculture le 5 octobre dernier à Bruxelles, le MRJC dénonce l'absence de réponses adaptées à cette crise.

Une politique agricole européenne à (re)construire !

Depuis plusieurs semaines, les producteurs laitiers ont manifesté leur malaise en jetant le fruit de leur travail. Pourtant, la seule réponse que proposent les ministres de l'agriculture réunis ce lundi à Bruxelles est la mise en place d'un " groupe d'experts de haut niveau " chargé de faire des propositions pour juin 2010. C'est simplement inacceptable ! Le clivage entre la situation alarmante vécue par les producteurs d'une part, et les discussions de nos responsables politiques d'autre part est immense. Il révèle la nécessité de mener un travail de refondation d'une politique agricole européenne répondant aux enjeux actuels et permettant une juste rémunération des paysans.

Répondre à l'urgence

Cette réflexion à long terme doit s'accompagner de mesures d'urgence car il est intolérable de ne pas répondre aux difficultés vécues actuellement par les producteurs. Ces mesures transitoires sont à mettre en place rapidement pour éviter la faillite de nombreuses exploitations et ainsi la perte de milliers d'emplois. Demain, il sera trop tard. Les conséquences sur le tissu agricole français, particulièrement sur la filière laitière, seraient graves et irrévocables. Comment tenir un discours en faveur de l'installation agricole auprès de jeunes qui voient la situation actuelle ? La politique menée est en train de nuire au renouvellement des générations en agriculture et c'est l'ensemble de la société qui en paiera les pots cassés dans peu de temps.

Place à l'action !

Pour cela, nous demandons :

-le maintien d'un système de régulation publique (quotas) permettant d'ajuster l'offre à la demande, sur la base de prix acceptables.

-le soutien renforcé à l'orientation vers la production laitière biologique, aujourd'hui déficitaire, qui répond aux attentes des consommateurs.

-le soutien public à la mise en place de filières locales coopératives de collecte, de

transformation et de distribution.

-et à moyen terme l'accompagnement des exploitations vers une réduction de leurs charges, et plus globalement vers des systèmes agricoles plus durables, autonomes et économes.

Déclaration de Mgr Aillet : "Crise du lait : pour une économie et une agriculture au service de l'homme"

La situation des producteurs laitiers n'est pas moins tragique, dans les Pyrénées-Atlantiques, que dans bien d'autres régions de France ou d'Europe.

L'effondrement des prix du lait est en effet tel que la plupart d'entre eux ne sont plus en mesure de couvrir leurs coûts de production, et beaucoup pourraient bien succomber sous le poids de la dette qui les accable.

A court terme, l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution entendent tirer parti de la baisse des prix du lait pour accroître leurs marges et leurs profits, mais à moyen ou à long terme, cette politique implique la disparition d'un grand nombre d'éleveurs et d'exploitants agricoles, au détriment du tissu rural et de la collectivité tout entière.

Les grèves et la radicalisation des producteurs de lait sont, pour l'heure, l'expression d'un profond désarroi, un véritable « cri de désespoir » auquel l'Etat et les instances européennes ne peuvent pas ne pas répondre.

Il n'est donc pas acceptable qu'au nom d'un libéralisme sans frein, l'Europe des technocrates de Bruxelles prétende imposer à l'ensemble de ses pays membres, des orientations qui, sous prétexte de performances économiques, créent des inégalités supplémentaires au détriment d'un grand nombre d'exploitants agricoles.

L'économie est faite pour l'homme et non l'homme pour l'économie. Voilà pourquoi l'Eglise défend le droit, pour tout homme, de vivre des fruits de son travail, de percevoir un « juste salaire » ou d'être rémunéré en fonction d'un « juste prix », susceptible de lui permettre de vivre dignement avec tous les siens ; « l'activité économique ne peut résoudre tous les problèmes sociaux par la simple extension de la logique marchande », et le marché « ne doit pas devenir le lieu de la domination du fort sur le faible » (Benoît XVI, Caritas in veritate, § 36).

C'est dans cet esprit que je soutiens, et que j'appelle les chrétiens du diocèse à soutenir, auprès des pouvoirs publics, les revendications des producteurs de lait en faveur d'une nouvelle réglementation européenne et d'une juste régulation du marché.

+ Marc Aillet,
évêque de Bayonne, Lescar et Oloron, le 6 octobre 2009.